

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 27/12/2022

ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 novembre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROLANFER RECYCLAGE

Port Public Thionville/Illange
57270 Uckange

Références : ILLANGE_ROLANFER_2022-12-27_RAPVI-MED-AN-IED_DNB_24311

Code AIOT : 0006201395

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 novembre 2022 dans l'établissement ROLANFER RECYCLAGE implanté Port d'Illange 57970 Illange. L'inspection a été annoncée le 24/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2.2.6 "application de la Directive IED" dans la mesure où les activités de l'établissement sont notamment classées au titre de la rubrique principale IED suivante :

- rubrique 3532 - Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour [...].

La visite a été réalisée par sondage et se focalise sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour lesquelles l'exploitant s'était engagé, dans son dossier de réexamen IED complété, à la mise en place d'un plan d'actions en vue d'assurer leur effectivité au 17 août 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROLANFER RECYCLAGE
- Port d'Illange 57970 Illange
- Code AIOT : 0006201395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED: Oui

La société Rolanfer Recyclage est actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral n°89-AG/2-609 du 24 octobre 1989 modifié, à exploiter les installations de traitement de déchets non dangereux suivantes sur le Port public de Thionville-Illange :

- une installation de broyage de déchets non dangereux non inertes (rubrique 2515) ;
- une installation de transit et traitement de déchets de métaux non dangereux (rubrique 2713).

Le site est également encadré par la réglementation suivante :

- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3532. Elles sont parues par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) le 17 août 2018 et doivent être respectées dans un délai de 4 ans à compter de la publication au JOUE de la décision afférente, soit au 17 août 2022 ;
- l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositif de réduction des émissions canalisées dans l'air
- Fréquence des analyses Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Émissions atmosphériques - installations de traitement mécanique - MTD 25	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Technique de réduction des émissions atmosphériques - MTD 14d et 14e	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 VI (partiel) Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 28 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Émissions de poussières canalisées (NEA et fréquence) MTD 8	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 III (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des non-conformités constatées, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer :

- dans un délai de 3 mois aux prescriptions de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé pour ce qui concerne la mise en place d'au moins une des techniques prescrites par ladite annexe sur le broyeur de déchets métalliques du site ;
- dans un délai de 3 mois, aux dispositions de l'annexe 3.1 VI de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 et de l'article 28 de l'arrêté préfectoral n°89-AG/2-609 du 24 octobre 1989 modifié pour ce qui concerne la mise en place d'un système d'aspiration des émissions atmosphériques issues du broyeur de déchets métalliques ;
- dans un délai de 4 mois, aux prescriptions de l'annexes 3.2 III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 pour ce qui concerne la réalisation des analyses portant sur les émissions atmosphériques canalisées issues du broyeur de déchets métalliques.

L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la préfecture de la Moselle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émissions atmosphériques - installations de traitement mécanique - MTD 25

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.2 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, IED BREF WT - MTD 25
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet [...] met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales. [...]
Constats : L'exploitant a justifié préalablement à la visite, les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• la mise en place sur le broyeur de déchets métalliques d'un système d'aspiration par filtre à manches en date du 24 juin 2022 ;• le système a connu une première panne le jour même de son installation ;• la semaine suivante, les conduites d'aspiration du dépoussiéreur se sont décrochées : elles étaient remplies de ferraille broyée, les cassant sous son poids ;• le fabricant est venu le jour même sur le site pour constater et rechercher les causes de ce dysfonctionnement ;• dans l'attente de cette résolution, le dépoussiéreur est inutilisable. Le jour de la visite : <ul style="list-style-type: none">• l'inspection a constaté que le dépoussiéreur était inutilisable (certaines conduites d'aspiration sont toujours démantelées) ;• l'exploitant a justifié de la livraison programmée au premier trimestre 2023 d'un nouveau dépoussiéreur répondant aux contraintes spécifiques dudit broyeur (alimenté uniquement par des déchets métalliques issus d'usines d'incinération d'ordures ménagères) ;
Observations : Au regard des constats, dans la mesure où les filtres à manches ne sont pas opérationnels, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'annexe 3.2 susvisée pour ce qui concerne la mise en place d'au moins une des techniques prescrites par ladite annexe sur le broyeur de déchets métalliques du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Technique de réduction des émissions atmosphériques - MTD 14d et 14e

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 VI (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, IED BREF WT - MTD 14d et 14e
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 VI (partiel) :</u> L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles-ci [tableau non reproduit dans son intégralité] : <ul style="list-style-type: none">• [...]• Technique d : "confinement, collecte et traitement des émissions diffuses". Cela inclut des techniques telles que :<ul style="list-style-type: none">◦ [...]◦ la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions ;• Technique e : "humidification" : les sources potentielles d'émissions diffuses de poussières sont humidifiées au moyen d'eau ou d'une brumisation.• [...] <u>Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 28 (partiel) :</u> Les émissions de poussières captées et aspirées devront être canalisées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage. [...]
Constats : Les émissions de poussières issues du broyeur de déchets métalliques sont canalisées. Comme indiqué en constat du point de contrôle n°1, le jour de la visite : <ul style="list-style-type: none">• l'inspection a constaté que le dépoussiéreur était inutilisable (certaines conduites d'aspiration étant toujours décrochées) ;• l'exploitant a justifié de la livraison programmée au premier trimestre 2023 d'un nouveau dépoussiéreur répondant aux contraintes spécifiques dudit broyeur (alimenté uniquement de déchets métalliques issues d'usines d'incinération d'ordures ménagères). Le jour de la visite : <ul style="list-style-type: none">• l'inspection a constaté que le dépoussiéreur était actuellement inutilisable (certaines conduites d'aspiration sont toujours décrochées) ;• l'exploitant a justifié de la livraison programmée au premier trimestre 2023 d'un nouveau dépoussiéreur répondant aux contraintes spécifiques dudit broyeur (alimenté uniquement par des déchets métalliques issus d'usines d'incinération d'ordures ménagères) ;• le temps était humide, il n'a pas été constaté d'envol de poussières ;• l'exploitant a déclaré procéder à l'arrosage des stocks pulvérulents et à l'arrosage des pistes de circulation autant que de besoin.
Observations : Au regard des constats, dans la mesure où le dépoussiéreur en place n'est pas opérationnel, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'annexe 3.1 VI et de l'article 28 susvisés pour ce qui concerne la mise en place d'un système d'aspiration des poussières opérationnel sur le broyeur de déchets métalliques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 3 : Émissions de poussières canalisées (NEA et fréquence) MTD 8

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.2 III (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, IED BREF WT - MTD 8
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets : Effluents gazeux [tableau non reproduit dans son intégralité]:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tous les traitements mécaniques des déchets <p>Poussières : 5 mg/Nm³ (ou 10 mg/Nm³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable), avec une fréquence de surveillance semestrielle ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques (sans VLE) : <ul style="list-style-type: none"> ○ avec une fréquence annuelle : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Retardateurs de flamme bromés ⁽¹⁾ ▪ PCB de type dioxine ⁽¹⁾ ▪ Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) ⁽¹⁾ ▪ PCDD/F ⁽¹⁾ ○ avec une fréquence semestrielle : COVT. • [..] <p>⁽¹⁾ Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.</p>
<p>Constats : L'exploitant a déclaré que le dépoussiéreur du broyeur étant inutilisable une semaine après son installation, les analyses programmées n'ont pas pu être réalisées en 2022. L'installation du nouveau dépoussiéreur étant programmée pour le premier trimestre 2023, aucune analyse des émissions canalisées dans l'air du broyeur ne peut être réalisée sur l'année en 2022.</p>
<p>Observations : Au regard des constats, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter dans un délai de 4 mois les prescriptions de l'annexe 3.2 III susvisée pour ce qui concerne la réalisation des analyses des émissions canalisées dans l'air suivant la fréquence prescrite par cette annexe.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois